

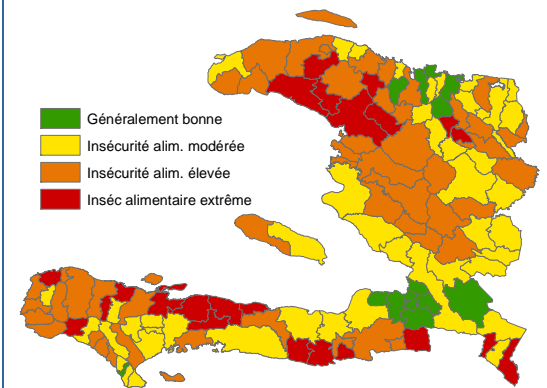
## HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

N° 37/ Période couverte: 1er-30 novembre, 2008

Publication: Décembre 2008

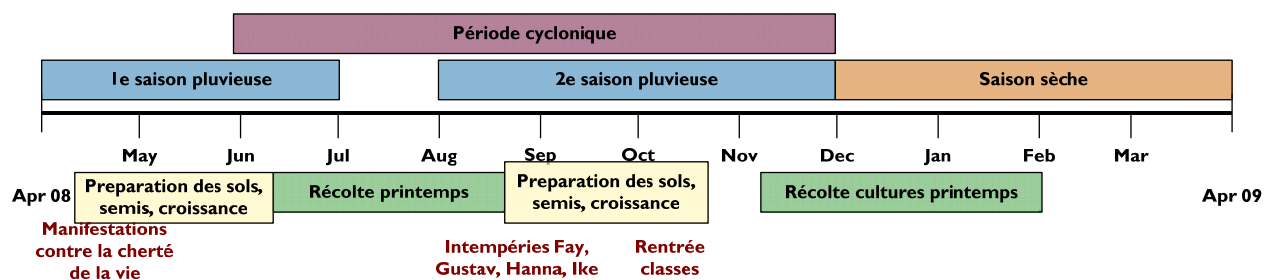
- La saison cyclonique 2008 (1<sup>er</sup> juin-30 novembre 2008) vient de s'achever. Le nombre et la fréquence d'intempéries majeures devraient donc significativement diminuer jusqu'à la prochaine saison cyclonique de juin-novembre 2009. Les tempêtes et cyclones de 2008 ont été extrêmement dévastateurs. Ils ont causé le décès de plus d'un millier de personnes, ce qui illustre encore l'extrême vulnérabilité d'Haiti aux intempéries. Par leur impact notamment sur les bassins versants et les ressources naturelles, ils ont fragilisé encore plus l'environnement.
- Les récoltes de la saison d'hiver viennent de commencer et dureront jusqu'aux environs de février 2009. Selon les prévisions de la CNSA et FEWS NET, ces récoltes devraient être relativement moyennes au niveau national. Il faudrait plutôt de très bonnes récoltes pour espérer une amélioration significative de l'insécurité alimentaire. Les prix des aliments de base sont en général en baisse, mais restent très élevés. Ces prix pourraient grimper de nouveau dans certaines zones, notamment l'Artibonite, avec l'arrêt du programme d'aide alimentaire ciblé et de la réponse à l'urgence. L'estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire est donc maintenue à environ 3,3 millions de personnes résidant surtout dans les quartiers défavorisés des villes ainsi que dans les départements du Nord-ouest, de l'Artibonite et de la péninsule Sud (Figure 1). Des zones présentant des risques élevés de grave crise alimentaire ont été identifiées un peu partout dans le pays, surtout en zones de montagne (Figure 2). Environ 210,000 personnes vivent dans ces zones précaires susceptibles de nécessiter des secours d'urgence.
- Les réponses d'urgence en cours sont multiples et bien orientées, mais quelque peu mal coordonnées. Comme le financement du 'flash appeal' reste insuffisant, elles ne pourront pas se poursuivre sans de nouveaux apports de fonds.

**Figure 1.** Estimation de l'insécurité alimentaire courante par communes, novembre 2008



Source: CNSA/FEWS NET Haiti  
Pour plus d'informations sur l'échelle d'insécurité alimentaire de FEWS NET, visitez : [www.fews.net/FoodInsecurityScale](http://www.fews.net/FoodInsecurityScale)

### Calendrier saisonnier et événements significatifs



Comme pour les mois derniers, la CNSA et FEWS NET recommandent encore:

- au Gouvernement : 1) de continuer à exécuter des réponses d'urgence; 2) d'élaborer des stratégies et des programmes visant à mobiliser des ressources en vue de réduire la vulnérabilité du pays et d'augmenter la résilience des populations; 3) de développer des programmes de filets de sécurité notamment de cantines et de santé communautaires ciblant surtout les catégories les plus vulnérables, et 4) de jouer un rôle plus proactif dans la mise en place de mécanismes de concertation et dans la coordination effective des programmes de réponse d'urgence et de développement.

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivant:



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

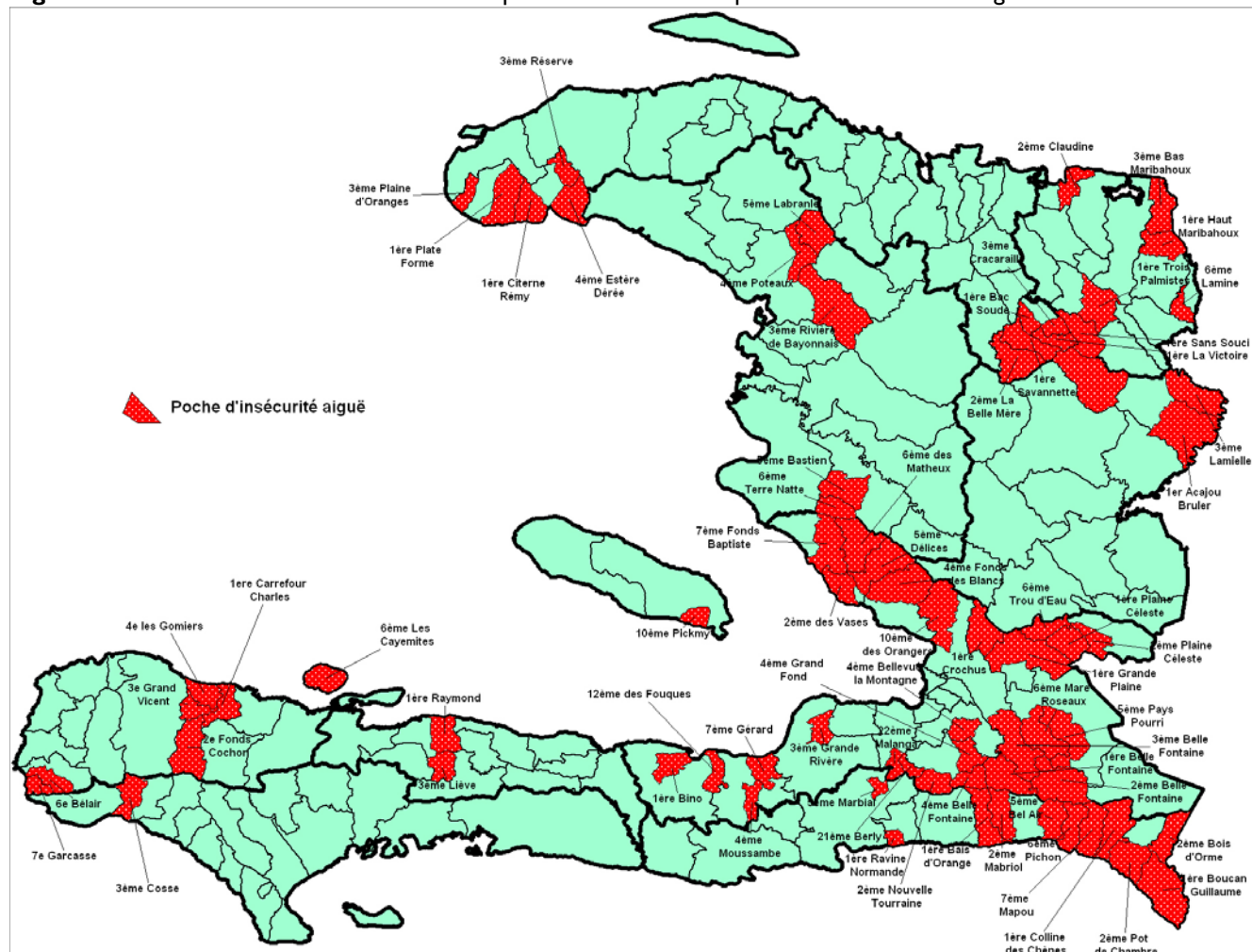
- aux bailleurs de fonds d'apporter les ressources financières qui manquent à l'appel d'urgence et de soutenir techniquement et financièrement les programmes à long terme de réduction de la vulnérabilité.
- aux divers intervenants : 1) de continuer les réponses d'urgence en cours, surtout l'assainissement des zones affectées et la réparation des adductions d'eau et de systèmes d'irrigation ainsi que l'aide alimentaire et non-alimentaire ciblée; 2) aider à recapitaliser les exploitations agricoles, y compris la reconstitution du cheptel; 3) faciliter l'accès au crédit; 4) appuyer les pêcheurs surtout en équipement et engins de pêche, et 5) spécialement pour les zones enclavées risquant de connaître des crises alimentaires aigues, participer dans la surveillance des tendances et aider dans l'évaluation de leurs besoins humanitaires en vue de leur apporter l'assistance requise.

## Bref aperçu de la situation de sécurité alimentaire actuelle

Les récoltes de la saison d'hiver 2008 viennent de commencer en novembre et devraient s'étaler jusqu'en février 2009. Cela ne concerne pas la région nord et d'autres petites zones agro-écologiques où les semis des principales cultures viennent seulement de commencer. La production attendue des principales cultures de la saison (haricot, maïs, sorgho, pois congo, racines et tubercules) sera, selon les responsables de liaison du MARNDR, à peu près de 20 pourcents inférieure à celle de la saison d'hiver 2007, laquelle avait été considérée comme bonne au niveau national. Une telle baisse de production est significative et pourrait rendre la disponibilité et l'accès aux aliments encore plus difficiles dans les six prochains mois. Il aurait fallu une très bonne récolte pour renverser la tendance d'insécurité alimentaire actuelle. Pour le moment en tout cas, la disponibilité des aliments est bonne et les prix baissent sensiblement, bien qu'ils restent très élevés.

Des crises alimentaires sévères pourraient se déclarer subitement, surtout dans des localités enclavées insuffisamment suivies, comme cela a été le cas dans la section communale de Baie d'Oranges, dans la commune de Belle Anse dans le Sud-Est (voir Flash d'octobre 2008). Les responsables de liaison ont identifié ce genre de poches en insécurité alimentaire et les localités susceptibles

**Figure 2 :** Sections communales à surveiller de près en matière de risque de crise alimentaire aigue



Source : Responsables de liaison MARNDR auprès de la CNSA

de sombrer dans des crises plus sévères, avec des taux élevés de malnutrition infantile sévère. Ces localités se trouvent dans des sections communales situées en régions d'altitude élevée fortement érodées, en particulier dans les départements des Nippes, du Sud-Est, de l'Ouest, du Centre, du Nord-Est et du Nord-Ouest (voir Figure 2). Ces régions possèdent une agriculture peu variée et ont dès lors peu de sources de revenus. Elles sont aussi enclavées et ont par conséquent peu d'accès à des services de base en matière de santé ou d'eau potable.

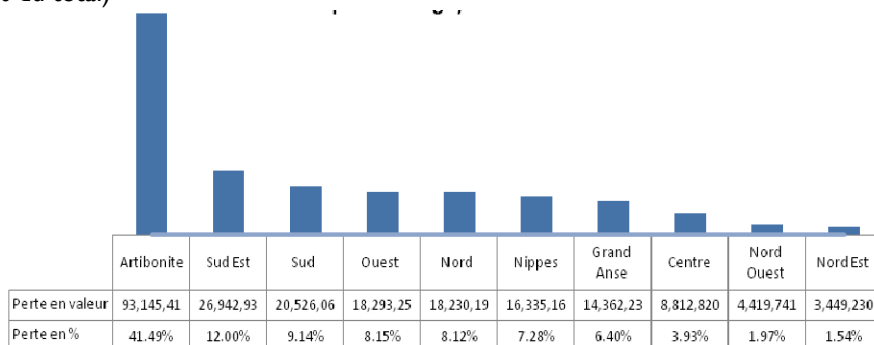
Les programmes de réponse en cours, tels que les travaux de haute intensité de main-d'œuvre (notamment dans les travaux de nettoyage des villes, de lutte anti-érosive, etc.) contribuent à augmenter les revenus des ménages pauvres, mais ils restent insuffisants par rapport aux besoins. Il faut noter l'exécution par des entreprises privées à travers le pays de nombreuses réparations de systèmes d'irrigation et de correction de ravines ou de berges des rivières, sur financement du MARNDR. La FAO, le MARNDR et de nombreuses ONGs distribuent des semences et outils agricoles. En plus, le PAM et diverses autres organisations distribuent des kits alimentaires et non-alimentaires. Le MARNDR et la FAO vont exécuter un programme à court terme de production vivrière pour un montant de 10 millions USD. Toutefois, les besoins sont tellement élevés que ces programmes sont considérés insuffisants, à la fois dans le court terme et surtout à long terme. En raison de ce qui précède, la CNSA et FEWS NET maintiennent à 3,3 millions de personnes le nombre estimatif de gens en état d'insécurité alimentaire (modérée à extrêmement élevé). Ces gens peuvent se retrouver dans n'importe quelle région du pays mais ils résident surtout dans les départements du Nord-Ouest, de l'Artibonite, du Sud-Est, des Nippes, du Sud et de la Grand' Anse (Figure 1).

### Évaluation des dégâts causés par les intempéries au cours de la saison cyclonique 2008

Les experts de la NOAA avaient prédit que l'activité de la saison cyclonique 2008 (1<sup>er</sup> Juin-30 novembre) serait très supérieure à la normale dans la zone Atlantique Nord, zone qui comprend Haïti. Avec 16 cyclones nommés, dont 6 cyclones majeurs, la saison a de fait été parmi les plus actives des cinquante dernières années. On estime que les cyclones de la saison qui vient de s'achever ont été les plus destructives de l'histoire après la saison 2005 qui avait connu Rita et surtout Katrina. Haïti a été frappé par quatre tempêtes tropicales et cyclones (Fay, Gustav, Hanna et Ike) en un seul mois, de la mi-août à la mi-septembre 2008. Avec plus de 1000 pertes en vies humaines, plus de 10,000 maisons détruites, une dizaine de ponts emportés, des milliers d'hectares de cultures endommagés et des dizaines de milliers d'animaux perdus, etc., ces intempéries ont été très dévastatrices. Au cours des trente dernières années, il n'y avait pas eu autant de dégâts, à l'exception peut-être de l'année 2004 lorsque le cyclone Jeanne avait à elle seule provoqué environ 2000 décès dans la ville des Gonaïves.

Une évaluation conjointe du Gouvernement, ONGs et projets financés par des bailleurs de fonds, coordonnée par la CNSA, a permis d'estimer les dégâts causés par les intempéries d'août-septembre 2008 dans le secteur agricole. Ces dégâts liés surtout aux inondations ont été estimés à 229 millions de dollars US. Le département de l'Artibonite, qui comprend la ville des Gonaïves, est de loin la plus sinistrée, avec des pertes agricoles évaluées à environ 95 millions de dollars américains, soit 41% de l'ensemble des dégâts agricoles des intempéries (Figure 3). Viennent ensuite le Sud' Est (12%), le Sud (9%), l'Ouest (8%), le Nord (7%) et les Nippes (7%). Dans les trois départements les plus affectés (Artibonite, Sud-est et Sud), les pertes sont enregistrées surtout dans les filières production végétale, production animale et au niveau des infrastructures agricoles. Cependant, dans le département de l'Ouest, le 4<sup>ème</sup> département le plus affecté (surtout dans les communes Cabaret et Arcahaie), les pertes concernent surtout la production animale (8 millions de dollars US), suivie respectivement de la production végétale (6 millions de dollars US) et des infrastructures (5 millions de dollars US).

**Figure 3** : Répartition des pertes agricoles totales par départements (en USD et % du total)



Source : CNSA à partir des données provenant de divers partenaires de terrain

### Erosion et perte de terres le long des rivières

Même au cours des précipitations normales, il y a toujours une érosion hydrique lente qui se manifeste par le lessivage d'une petite couche de sol arable, surtout lorsque la couverture végétale et les pratiques anti-érosives sont insuffisantes. Cette érosion

se traduit par une perte progressive de fertilité. Les pluies d'intensité extrême comme celles que le pays a connues en août et septembre derniers augmentent considérablement cette érosion, provoquent des éboulements, élargissent les ravines existantes et creusent de nouvelles ravines. Elles font aussi sortir les rivières de leur lit, provoquant des inondations. En raison de diverses difficultés techniques rencontrées, l'évaluation des dégâts n'a pas tenu compte de la perte de la couche de terre arable. Cette perte est pourtant très élevée, à en juger par exemple par la quantité de boue, estimée à environ dix millions de mètres-cubes de terre, qui a été déposée dans la seule ville des Gonaïves.

L'évaluation n'a pas non plus pris en compte la perte de terre agricole le long des berges de rivières. L'impact de cette perte de terre, particulièrement grave dans les départements de l'Artibonite et des Nippes (Tableau 1), prive dorénavant le pays de la possibilité de pratiquer des cultures très rentables comme les cultures fruitières (en particulier les bananes et les mangues) et les maraichères. La superficie totale de terre perdue le long des rivières a été provisoirement estimée par les responsables de liaison MARNDR à 4178 hectares. Le prix d'un hectare de terre agricole varie énormément de région en région, passant par exemple de 12,500 USD dans la Grand' Anse à 60,000 USD par hectare à Archaïe dans l'Ouest. En supposant un prix moyen de 10,000 USD par hectare, la perte de terre agricole perdue à tout jamais représenterait ainsi environ 40 millions de dollars US.

Nord	29
Nord-Ouest	14
Nord-Est	10
Artibonite	1000
Centre	600
Ouest	100
Nippes	1000
Sud-Est	680
Sud	135
Grand' Anse	610
<b>Total</b>	<b>4178</b>
<i>Source : Estimation responsables liaison MARNDR/CNSA</i>	

Certaines interventions destinées à prévenir ce genre de pertes de sols sont en cours, notamment les travaux de conservation des sols dans les mornes et de protection de berges des rivières dans les plaines. Le Gouvernement, à travers des fonds d'urgence confiés au MARNDR, est en train d'exécuter ce genre de travaux dans pratiquement tout le pays, souvent par des opérateurs prestataires de services (OPS). Presque toutes les communes ont déjà planifié ou sont en train d'exécuter des projets dans le domaine agricole. Des travaux similaires sont en train d'être exécutés par des agences des Nations Unies (e.g. Organisation Internationale des Migrations-OIM, sur financement de l'USAID), des ONGs et des projets existants du MARNDR financés par les bailleurs de fonds. Si de tels travaux se renforcent et se poursuivent, parallèlement avec le reboisement et l'amélioration des pratiques culturales appropriées au niveau des exploitations, l'érosion massive et les éboulements pourront à moyen et long terme être mieux contenus. Ces travaux doivent être renforcés et coordonnés, surtout au niveau de chaque grand bassin versant.

## Perspectives de récoltes de la saison d'hiver 2008

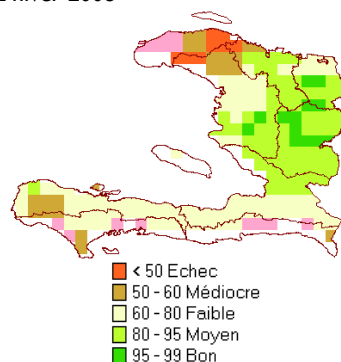
Il convient d'abord de préciser que selon la CNSA, le bilan alimentaire était en 2007 constitué par les importations commerciales, la production nationale et l'aide alimentaire à concurrence de 48, 47, et 5 pourcents respectivement. Il convient donc de placer les récoltes dans leur contexte par rapport à la sécurité alimentaire du pays.

Les prévisions des récoltes sont qualitatives, car il n'existe pas d'estimations quantitatives récentes pouvant servir de référence, surtout au niveau départemental. Faute de données suffisantes, les prévisions de productions animales ne sont pas non plus faites, même si l'élevage constitue une source importante de revenus et donc un facteur important d'accès aux aliments. L'élevage contribuerait selon l'enquête PAM/CNSA sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité de novembre 2007 pour environ 9 pourcent dans les revenus des ménages ruraux, au niveau national.

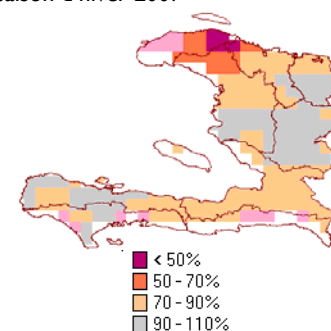
La récolte de la saison d'hiver 2008 qui a commencé fin novembre devrait s'intensifier de décembre à février. Comparée à celle des saisons d'hiver des années 2007 et 2006, la performance de la saison qui va s'achever dépendra surtout des facteurs suivants: 1) tempêtes et cyclones des mois d'août et septembre; 2) déficits pluviométriques connus dans certaines zones du pays, notamment dans le Nord' Ouest et le Nord' Est; et, 3) disponibilité d'intrants. Grâce au programme gouvernemental de subvention d'engrais,

**Figure 4 : Estimation par modèle satellitaire du degré de satisfaction en eau du maïs, 2<sup>ème</sup> décennie novembre 08**

Performance attendue de la saison d'hiver 2008



Comparaison avec la performance saison d'hiver 2007



Source : USGS/FEWS NET



l'épandage d'engrais chimiques avait été bien supérieur à celui des deux précédentes saisons d'hiver. Cependant, ils ont en grande partie été lessivés par les eaux, surtout dans la vallée de l'Artibonite où la plus grande quantité d'engrais avait été utilisée.

Selon les rapports fournis par les responsables de liaison du MARNDR, la performance des principales cultures (maïs, haricots, pois congo, sorgho) sera au niveau national d'environ 20 pourcents inférieure à celle de l'année 2007, et de 30% inférieure à celle de l'année 2006. La saison d'hiver de 2007 avait été considérée comme bonne et celle de 2006 comme très bonne. Par rapport à 2007, les baisses de rendement sont les plus fortes pour le haricot (environ 25 pourcents au niveau national, 50 pourcents dans le département du Sud), alors qu'elles sont les plus faibles pour le maïs (environ 10 pourcents au niveau national et 30% pour l'Artibonite). Les comparaisons de rendements des responsables de liaison (et donc de production puisque les surfaces emblavées n'ont pas significativement changé) pour le maïs sont comparables à celles du modèle satellitaire basé sur la satisfaction en eau de cette culture (Figure 4). Selon ce modèle, les rendements de maïs de cette saison seraient à peu près égaux à ceux de l'année 2007 pour le Centre et pour une partie de la péninsule Sud. Dans cette dernière zone, le modèle ne s'applique pas bien cette année car il est basé sur les déficits d'eau à divers stades de développement et ne tient pas en compte les cyclones et les inondations.

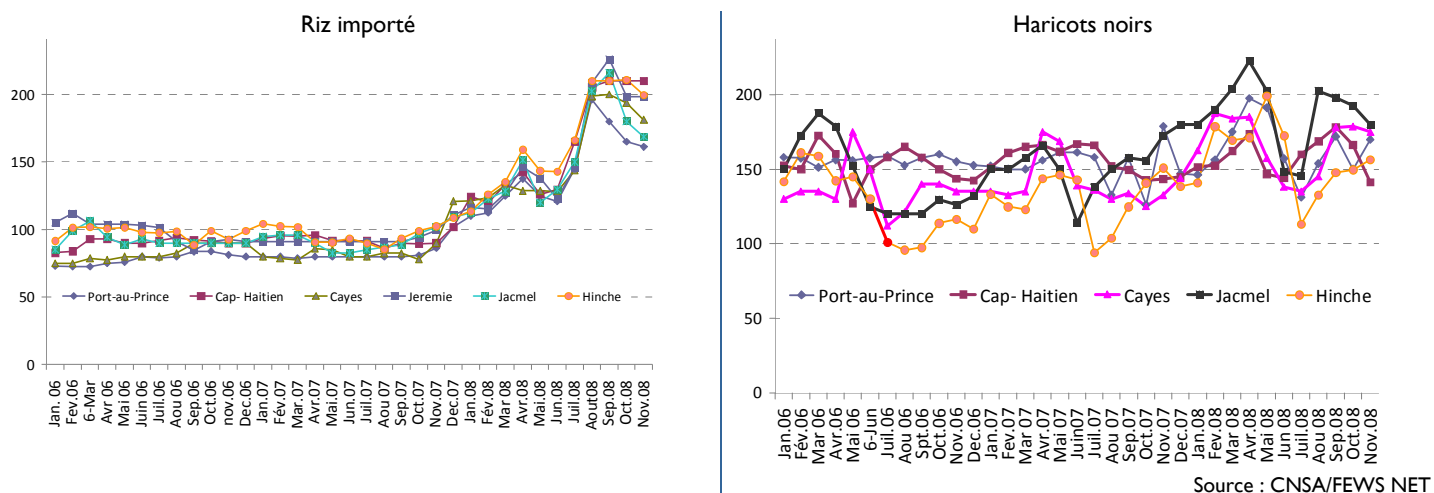
## Marchés et prix des produits alimentaires de base

Suite aux travaux publics d'urgence exécutés par le Gouvernement et ses différents partenaires, les zones qui avaient été rendues inaccessibles par les intempéries, suivies des éboulements, inondations ou effondrements de ponts, sont redevenus accessibles. Toutefois, les routes secondaires et tertiaires ainsi que les routes de desserte dans les zones irriguées, généralement en mauvais état même avant les intempéries, restent malheureusement en piteux état, surtout dans les départements des Nippes, Grand Anse et Nord' Ouest.

Les différentes régions sont en général maintenant assez accessibles et les produits agricoles circulent assez bien de zones de surplus commercialisables aux zones de consommation, rendant les marchés régionaux à nouveau bien intégrés. L'intégration veut en pratique dire que les prix varient généralement dans le même sens, parfois avec un petit retard, que ce soit à la hausse ou à la baisse. C'est ce que montre la Figure 5 pour les produits comme le riz importé et le haricot noir; les courbes montrent aussi que l'intégration a été faible à partir du mois d'août, en raison des routes coupées et donc d'un manque de fluidité dans les échanges de produits entre différents marchés. Bien que les marchés du haricot soient aussi assez bien intégrés, on observe de plus grandes amplitudes de prix comparées à celles du riz, ce qui est probablement dû à une plus grande hétérogénéité du produit.

En général, la baisse des prix des produits alimentaires de base qui avait été observée au mois d'octobre a continué en novembre. Par exemple, la marmite de 5 livres de riz importé qui se vendait à 210 gourdes à la mi-septembre à Jacmel, au plus fort des intempéries, se vend à la fin novembre à 150 gourdes. La disponibilité des aliments provenant de l'aide alimentaire est citée

**Figure 5:** Evolution des prix des aliments sur les marchés régionaux de janvier 2006 à novembre 2008 (en gourdes par marmites de 6 lbs)



Source : CNSA/FEWS NET

comme la principale raison de cette baisse de prix, les autres raisons étant la baisse des prix sur le marché international et l'approche des récoltes de la saison d'hiver (rendant tous les aliments plus disponibles) et la baisse du prix du carburant. Selon les analystes, les prix internationaux des principales céréales (blé, maïs et riz) devraient encore baisser à court terme pour se stabiliser

à moyen et long terme à des niveaux relativement élevés, en raison de la demande accrue (en vue de la production de viande) des pays émergents et de l'utilisation du maïs dans la production d'éthanol.

## Recommandations

Comme pour les derniers mois, il est recommandé ce qui suit dans l'immédiat et à court terme (jusqu'à une année) :

Au Gouvernement : 1) continuer le financement de programmes d'urgence, tout en élaborant des stratégies et en mobilisant les ressources nécessaires en vue de réduire la vulnérabilité du pays et d'augmenter la résilience des populations ; 2) développer des programmes de filets de sécurité pouvant comprendre des cantines et santé communautaires mettant l'accent sur les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de 0 à 2 ans; et, 3) jouer un rôle plus proactif dans la mise en place des mécanismes de coordination et dans la coordination effective des programmes de réponse d'urgence et de développement, aux niveaux national et départemental.

Aux bailleurs de fonds : 1) apporter les ressources financières qui manquent à l'appel d'urgence ; 2) soutenir techniquement et financièrement les stratégies et programmes à long terme de réduction de la vulnérabilité et d'augmentation de la résilience des populations

A diverses agences d'exécution (agences spécialisées des Nations Unies, ONGs, projets,...): 1) continuer à apporter de l'assistance alimentaire, mais plus ciblée et impliquant davantage des représentants de populations vulnérables pour mieux servir les catégories; 2) poursuivre l'assainissement des zones les plus affectées, réparer les adductions d'eau et les systèmes d'irrigation, autant que possible par l'approche haute intensité de main-d'œuvre ; 3) aider dans la recapitalisation des exploitations agricoles, notamment par l'aide à l'acquisition des animaux d'élevage aux exploitations; par l'octroi du crédit et/ou par la facilitation de l'accès au crédit, en particulier en faveur des femmes ; 4) appuyer les pêcheurs des zones côtières surtout en équipement et engins, et; 5) spécialement pour les zones estimées être au bord d'une crise grave d'insécurité alimentaire, participer dans la surveillance des tendances (au moyen par exemple d'observatoires ad hoc, de veilles nutritionnelles ou d'alertes précoces avec « flash » toutes les deux semaines), aider dans les évaluations de besoins humanitaires et apporter s'il y a lieu l'aide alimentaire et non-alimentaire d'urgence requise.

Ce rapport est produit avec la collaboration de:

